

*Société Canagrex—Loi*

**M. Whelan:** Nous en avons déjà un.

**M. Mazankowski:** Eh bien, appliquez-le. Cela renforcerait tout le secteur agricole et contribuerait à équilibrer notre balance des paiements.

**M. Whelan:** Si le commerce marche si fort, pourquoi sommes-nous obligés d'exporter . . .

**M. Mazankowski:** Si ce n'était de la vente des céréales et des oléagineux, la situation de nos échanges agricoles serait à proprement parler désastreuse. En fait, les choses vont en empirant depuis que le ministre actuel est entré en fonction.

**M. Whelan:** Pas du tout.

**M. Mazankowski:** Pas du tout? Les faits et les chiffres confirmeront mes dires.

**M. Whelan:** Il y a eu une hausse de 32 p. 100 des exportations de produits maraîchers depuis deux ans.

**M. Mazankowski:** J'ai lu un grand nombre de discours que le ministre a prononcés et dans lesquels il se plaignait que les Canadiens dépensaient le quart de leur budget d'alimentation pour acheter des denrées importées; on en est probablement à 30 p. 100 maintenant. C'est vraiment un constat navrant dans un pays doté d'un potentiel agricole aussi énorme que le Canada. Je répète qu'il faut exporter davantage; mais parallèlement il faut redresser la situation en important moins. Dans la mesure où ce bill peut contribuer à réaliser cet objectif, je devrais certainement l'appuyer, mais je dois vous avouer en toute sincérité, monsieur l'Orateur, que je n'en suis pas convaincu.

Je le répète, le comité devra étudier le bill très attentivement. J'ai parlé d'entreprises conjointes et de la possibilité de les intégrer au secteur de production. Cela n'est peut-être pas voulu, mais à mon avis c'est faisable. Le ministre met beaucoup d'espoirs dans cette société. A son avis, elle sera un catalyseur important qui permettra d'asseoir la réputation du Canada comme nation commerçante. J'espère qu'il a raison. Il affirme que les activités de production et de conditionnement alimentaires prendront de l'expansion et que cela se traduira par une hausse de revenus pour les agriculteurs. En somme, pour lui, c'est un coup de fouet pour l'économie. J'espère que c'est vrai, parce que, comme je l'ai déjà dit, ce secteur connaît de sérieuses difficultés.

Cette mesure pourrait nous aider à long terme, mais je dois réserver mon jugement là-dessus jusqu'à ce que le comité procède à une étude plus approfondie. Si elle est bénéfique, ce ne sera qu'à long terme. Ce qu'il nous faut, c'est une aide à court terme.

Je déteste me répéter, monsieur l'Orateur, mais c'est vrai que le budget est une dérobade, et le ministre le sait. Les agriculteurs en souffrent, ils sont coincés par les taux d'intérêt élevés, l'inflation, des coûts de production élevés et la baisse des prix des denrées qu'ils produisent. Il est notoire que les agriculteurs ne peuvent répercuter sur le consommateur la hausse de leurs frais de production, parce que notre production agricole est exportée en grande partie, et il nous faut être concurrentiels sur les marchés internationaux.

J'ai ici une lettre adressée au ministre par Peter Brown et sa famille, de Tofield. Le ministre ne l'a peut-être pas lue, mais elle résume assez bien les problèmes qui assaillent les agriculteurs de ma circonscription. On y lit ce qui suit:

Le gouvernement pourrait peut-être envisager la possibilité d'offrir aux agriculteurs un financement à long terme à des conditions plus avantageuses que les taux bancaires, car les banques ne semblent guère se soucier du fait que les agriculteurs sont le pivot de l'économie du Canada et que la terre et notre dur labeur constituent une garantie plus que suffisante pour nos emprunts.

Le moment est sûrement venu d'accorder plus d'attention à ceux qui nourrissent les Canadiens. Pourtant, de jour en jour, il devient de plus en plus évident que l'industrie agricole est le dernier souci du gouvernement. En fait, l'agriculture sous toutes ses formes doit céder le pas au développement urbain. Beaucoup trop de nos meilleures terres de culture sont ensevelies sous une mer de béton et deviennent improductives à tout jamais.

Année après année, les agriculteurs perdent de l'argent. Combien de temps encore pourront-ils tenir avant d'abandonner la partie? Quand il n'y aura plus d'agriculteurs, le Canada n'aura plus de moyens de subsistance.

Nous sommes convaincus que la politique fiscale libérale crée de plus en plus d'emplois bien rémunérés pour les libéraux. Le vieil adage «Les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent» est plus vrai que jamais. Il est certain que cette politique a favorisé la pauvreté et a terni l'image du parti libéral.

Cette personne a vu le vrai visage de Canagrex, qui ne fera que créer plus d'emplois pour les libéraux. Elle ajoute:

Nous préférierions que le gouvernement n'intervienne pas dans l'industrie du bœuf de boucherie. Le dossier du gouvernement prouve que son ingérence est catastrophique, car les coûts et l'inefficacité atteignent un sommet sans précédent.

**M. Whelan:** J'ai tendance à croire que cet homme est libéral. Il m'a écrit pour me dire qu'il voulait être nommé.

**M. Mazankowski:** Il poursuit:

Nous n'arrivons pas à comprendre la politique libérale des taux d'intérêt élevés, du prix élevé de l'essence et des engrais, des impôts élevés, ni l'apparente inconscience du gouvernement devant la catastrophe qu'elle constitue pour le Canadien moyen. Cette politique a mis notre économie à terre. Comment voulez-vous que nous croyions que vous saisissez vraiment toute l'ampleur du problème, lorsqu'il est évident que les hommes politiques, compte tenu du salaire qu'ils touchent, n'ont jamais eu à s'inquiéter de leur propre stabilité financière. S'ils ne savent pas comment nous vivons, comment peuvent-ils espérer comprendre et corriger la situation?

L'agriculture est une industrie fondamentale au Canada et voici le point de vue d'un agriculteur de 1981. Les prix du bœuf ont chuté de \$84 à \$64 les cent livres, les prix des céréales ont très peu varié en quelque dix ans et nos dépenses ont considérablement augmenté. S'il nous en coûtait de \$400 à \$500 pour remplir nos réservoirs d'essence, il nous en coûte maintenant de \$1600 à \$2000 pour remplir les mêmes réservoirs. Nos factures d'engrais et d'insecticides frisent maintenant les \$25,000 à \$30,000, ou même plus dans certains cas. Nos taxes foncières ont doublé et le coût de réparation ou de remplacement des machines agricoles achèvera bientôt de nous ruiner. Des tracteurs neufs ne coûtent plus de \$8,000 à \$12,000, mais bien souvent de \$40,000 à \$120,000. Les taux d'intérêt bancaire pour les emprunts servant à couvrir les frais d'exploitation ont grimpé de 8 à 10, puis à 17 et enfin à 23 p. 100.

Il passe ensuite au questionnaire du ministre de l'Agriculture disant, et je cite:

Dans votre questionnaire vous demandez si nous voulons une réduction des importations de viande de bœuf et de bovins; à cela nous répondons par un non catégorique; mais, quand nous songeons au bœuf importé de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Argentine à des prix de beaucoup inférieurs aux nôtres, comment pouvons-nous croire soutenir la concurrence? Les bovins dans ces pays se nourrissent surtout d'herbe à bon marché et la main-d'œuvre y coûte moins cher. Alors, quand notre viande de bœuf est forcée de faire concurrence à la leur, cela devient injuste; c'est le chaos. Il faut changer cela. L'éleveur canadien a droit à au moins autant d'égards que l'étranger.